

Bobigny, le 24 mars 2026

Carte scolaire 2026 : une saignée inacceptable pour les écoles de Seine-Saint-Denis

À l'issue du groupe de travail consacré à la carte scolaire pour la rentrée 2026, la FSU-SNUipp 93 dénonce avec force des choix budgétaires inacceptables et irresponsables pour l'école publique en Seine-Saint-Denis.

Alors que 67 suppressions de postes sont demandées par le ministère dans le premier degré dans le 93, leurs conséquences concrètes sont lourdes : 296 fermetures de classes pour seulement 115 ouvertures. Derrière ces chiffres, ce sont des classes plus chargées, des conditions d'apprentissage dégradées pour les élèves et des conditions de travail toujours plus difficiles pour les personnels.

Ces décisions sont d'autant plus inacceptables qu'elles frappent un département au contexte social et économique particulièrement dégradé. La Seine-Saint-Denis est à la fois le département le plus jeune et l'un des plus pauvres de France hexagonale.

Dans ce contexte, **près des deux tiers des écoles relèvent de l'éducation prioritaire, ce qui devrait justifier un investissement renforcé de l'État.** Or, c'est l'inverse qui est à l'œuvre : la Seine-Saint-Denis reste structurellement sous dotée, avec près de 30 % de dépenses en moins par élève par rapport à la moyenne nationale.

Depuis plusieurs années, les personnels, avec leurs organisations syndicales, alertent sur cette situation et portent l'exigence d'un plan d'urgence pour l'école publique dans le 93.

Le gouvernement justifie ces suppressions par la baisse démographique. Pour la FSU-SNUipp 93, cet argument est inacceptable. La baisse des effectifs devrait au contraire être une opportunité historique d'améliorer les conditions d'enseignement : baisser les effectifs dans toutes les classes, pour se rapprocher des standards internationaux (19 élèves en moyenne dans l'OCDE), renforcer le remplacement et répondre aux besoins spécifiques d'un territoire marqué par de fortes inégalités sociales et scolaires.

Au lieu de cela, les choix opérés aggravent les difficultés et tournent le dos aux besoins réels des élèves et des équipes.

La création de 16 postes supplémentaires en RASED constitue un signal, mais elle reste très loin des besoins : les écoles sont encore loin de pouvoir bénéficier d'un RASED complet pour 750 élèves, pourtant indispensable dans un département aux besoins éducatifs particulièrement élevés.

Dans le même temps, la fermeture de 10 postes de CAS-EBEP, pour le déploiement de postes de coordo PAS, va fragiliser l'accompagnement des enseignant·es, des AESH et va mettre en difficulté l'école inclusive.

Moins d'appui de proximité, moins de soutien pédagogique, alors que les besoins explosent : ces choix sont incohérents.

L'école inclusive et l'aide aux élèves en difficulté ne peuvent pas être les variables d'ajustement des politiques d'austérité. La FSU-SNUipp 93 exige la non fermeture des postes de CAS-EBEP.

Il est urgent d'engager un investissement massif à la hauteur des besoins pour garantir une école publique démocratique et émancipatrice, qui permette réellement la réussite de toutes et tous.

Face à des choix qui organisent l'austérité et creusent les inégalités, la mobilisation doit être à la hauteur des enjeux.

La FSU-SNUipp 93 appelle à une grève massive le 31 mars 2026.

Pour nos élèves, nos conditions de travail, pour l'avenir du service public d'éducation : toutes et tous mobilisé·es, en grève et en manifestation le 31 mars !